

Le patrimoine financier des ménages français : structure et destination finale des placements

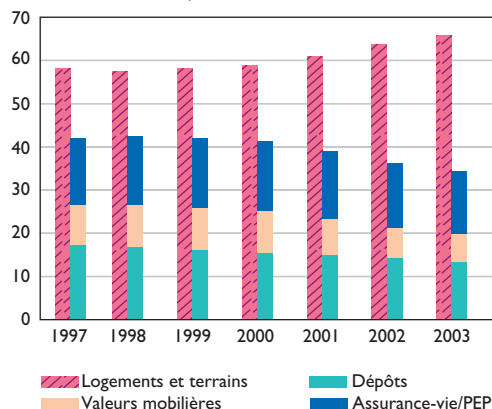
Le patrimoine des ménages se répartit entre biens immobiliers et placements financiers, et, s'agissant de ces derniers, entre actifs détenus en direct ou *via* des intermédiaires financiers. Les deux articles présentés ci-après analysent sa structure et son évolution.

Le premier propose une analyse combinée des résultats des enquêtes Patrimoine de l'INSEE et des comptes nationaux financiers sur la période 1997-2003. Il étudie le patrimoine brut privé des ménages et ignore donc l'endettement qui a permis, en partie, de le constituer.

Globalement, l'accroissement du patrimoine brut des ménages reflète surtout celui de leurs biens immobiliers et s'explique principalement par la hausse des prix des logements. L'article montre également que le renforcement régulier de la part de l'assurance-vie dans le patrimoine financier des ménages s'opère au détriment des placements liquides et des autres produits d'épargne (notamment l'épargne logement et les valeurs mobilières). Il révèle également que l'épargnant type qui choisit de détenir des actifs financiers risqués est en 2003 un cadre qui perçoit un revenu élevé, détient un

Graphique 1 Structure du patrimoine brut des ménages

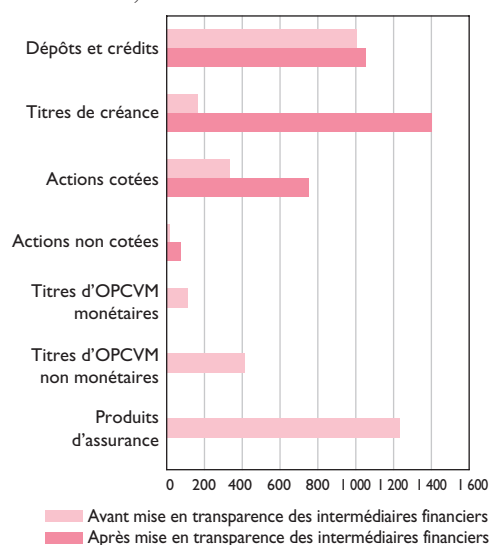
(en % du patrimoine total)



Sources : Banque de France, INSEE

Graphique 2 Montant des actifs investis par les ménages

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France, DESM-SESOF

patrimoine important, vit dans un ménage sans enfant et est issu d'une famille dont les parents détenaient eux-mêmes des actifs risqués.

Le second article se focalise sur les seuls placements financiers des ménages à fin 2006, dont il vise à faire ressortir la destination finale en matière de financement des autres agents non financiers. Cette démarche consiste à mettre en transparence les institutions financières et à réallouer aux ménages les actifs « finaux » que celles-ci détiennent sur d'autres agents économiques, résidents ou non-résidents, après élimination de leurs opérations réciproques. Cette analyse fait apparaître que la part des titres de créance et des actions cotées dans les placements des ménages est sensiblement plus élevée qu'en première analyse. Elle met surtout en évidence la diversification internationale de ces placements ainsi que l'importance de leur part investie en titres de dette publique.